

Le Groupe de la Banque Africaine de Développement en Ethiopie



Le **groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD)** est une institution financière multilatérale dont le but est de promouvoir une croissance économique durable et inclusive, avec pour objectif *in fine* d'éradiquer à terme la pauvreté sur le continent.

Le groupe de la BAD est composé de trois entités : la **Banque Africaine de Développement**, qui correspond au guichet non concessionnel et qui concerne surtout les pays d'Afrique du Nord, certains pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Australe ; le **Fonds Africain de Développement (FAD)**, qui correspond au guichet concessionnel dédié aux pays dont le revenu par habitant est inférieur à 1 215 USD en 2015/16 et qui ne sont pas jugés assez solvables pour emprunter auprès de la BAD ; et le **Fonds Spécial du Nigeria (FSN)** dont l'activité est cependant très limitée.

La BAD compte **80 actionnaires** : 54 pays africains et 27 pays membres non-africains. La **France** est un actionnaire de premier plan, elle occupe l'un des 20 sièges au conseil d'administration.

Le président actuel du groupe Akinwumi Ayodeji Adesina (Nigéria) a pris ses fonctions le 1^{er} septembre 2015 et organise l'action du groupe autour de 5 axes, appelés **High5** : (i) éclairer l'Afrique, (ii) nourrir l'Afrique, (iii) intégrer l'Afrique, (iv) industrialiser l'Afrique et (v) améliorer la qualité de vie des populations africaines.

La stratégie du groupe de la BAD en Ethiopie est définie dans le **Document de Stratégie Pays (DSP)** couvrant la période **2016-2020**. Une revue à mi-parcours aura lieu au deuxième semestre 2018 afin d'évaluer les progrès de sa mise en œuvre, affecter de nouvelles ressources et, si nécessaire, adapter la stratégie sur le reste de la période. Un rapport d'achèvement sera dressé en 2020.

En conformité avec le **Growth and Transformation Plan II** - plan quinquennal de développement du gouvernement éthiopien sur la période 2015-2020 - et les **High5 de la BAD**, le soutien du groupe en Ethiopie repose sur **deux piliers stratégiques** :

- (i) **Le développement des infrastructures**, en particulier dans les transports, l'énergie, l'eau et l'assainissement,
- (ii) **La promotion de la bonne gouvernance économique** en veillant à la mise en place de la responsabilité et de la transparence dans la fourniture des services de base et en installant un cadre propice pour le développement du secteur privé.

Dans sa stratégie globale, la BAD entend par ailleurs inclure de manière transversale la promotion d'une **croissance verte et inclusive, l'égalité homme-femme** ; mais aussi **la sécurité alimentaire, l'intégration régionale, le développement des compétences et les technologies de l'information et de la communication**.

La BAD en bref

La stratégie en
Ethiopie

Chacun des deux piliers stratégiques se décline en axes prioritaires.

► Le premier pilier, sur les infrastructures, se concentrera sur :

- **Les transports** : construction et entretien des routes ; institutionnalisation du corridor de transport Kenya-Ethiopie et installation du poste frontalier unique de Moyale ; amélioration de la logistique via la participation du secteur privé ; développement des connexions entre d'une part les zones de productions agricoles, industrielles et minières et d'autre part les marchés et les pôles de consommation ; et mise en place d'infrastructures spécialisées favorisant la concentration de la production, de la consommation et des services dans les centres urbains régionaux.
- **L'énergie** : augmentation de la capacité de production ; développement et renforcement du réseau de transport et distribution le long des principaux corridors ; et soutien aux efforts régionaux d'interconnexion et de commerce de l'électricité. L'enjeu est de fournir une électricité fiable, abordable, propre et renouvelable, qui permet d'améliorer les conditions de vie et soutient le développement des petites entreprises.
- **L'eau et l'assainissement** : diffusion de bonnes pratiques d'hygiène ; construction de systèmes d'alimentation en eau potable et d'assainissement dans les zones urbaines (construction notamment d'une usine de traitement des déchets liquides) ; création de centrales de traitement de l'eau et gestion des effluents des parcs industriels ; utilisation des énergies solaires et éoliennes pour pomper l'eau souterraine ; et plantation d'arbres autour des sources pour les protéger.

► Le deuxième pilier, sur la promotion de la bonne gouvernance économique, doit permettre :

- **L'approfondissement de la responsabilité et de la transparence dans la fourniture des services de base** : renforcement des compétences au niveau local pour améliorer la qualité et l'équité d'accès aux services liés à l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement, notamment pour les plus pauvres et les femmes ; mobilisation des ressources domestiques pour assurer la durabilité des services ; amélioration de la responsabilité et de la gouvernance et promotion de la participation citoyenne
- **L'aménagement d'un cadre propice pour le développement du secteur privé** : création et optimisation de l'utilisation des parcs agro-industriels ; soutien au financement du secteur privé via des lignes de crédit et des garanties aux banques commerciales et des prêts directs au secteur privé ; appui au développement des TIC ; collaboration avec le gouvernement pour améliorer le cadre stratégique, juridique et réglementaire des Partenariats Public-Privé ; et amélioration de l'inclusion financière.

Les priorités d'intervention

Les financements

L'enveloppe globale des ressources mises à la disposition de l'Ethiopie par le groupe de la BAD sur la période 2016-2020 est estimée à **1 803 MUSD**, décomposé comme suit : 851,7 MUSD proviennent du FAD, 893 MUSD du guichet de la BAD et 49,5 des fonds fiduciaires - gérés par la BAD et d'autres bailleurs de fonds cofinanceurs - tels que l'Assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA), l'*Africa Growing Together Fund* (AGTF), la Facilité Africaine de l'Eau (FAE), et le Fonds climat.

Le **premier pilier devrait représenter 901,2 MUSD** et le **second pilier 893 MUSD**. Des études seront par ailleurs financées par les fonds fiduciaires, à hauteur de 7,6 MUSD pour le premier pilier et 1,6 MUSD pour le second.

**Les projets
en cours**

A mi-novembre 2017, **quatorze projets sont en cours pour un montant total d'engagement d'environ 1 023 MUSD. Ils concernent les secteurs suivants :**

► Eau et assainissement :

- Financements additionnels pour le programme unifié d'Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) (5,7 MUSD du FAD) ;
- Programme d'amélioration de l'accès à l'eau et des sanitaires dans quatre villes (Adama, Adoua, Bichena et Gode) (53,8 MUSD de la BAD).

► Energie :

- Développement de la ferme éolienne d'Assela (98,9 MUSD du FAD).

► Les transports :

- Phase I du projet de transports intégrés (Jima - Chida et Sodo – Sawla) (92,4 MUSD du FAD) ;
- Phase I du projet de route Modjo – Awassa (116,4 MUSD du FAD) ;
- Projet de réhabilitation et prolongement de la route Bedele – Metu (56,4 MUSD du FAD).

► Services publics :

- Programme de transformation des services de base dans les régions à forte insécurité alimentaire (247,3 MUSD du FAD).

► Soutien au développement du secteur privé :

- Projet de soutien institutionnel aux PPP (1,6 MUSD du FAD).

► Autres :

- Quatre prêts à *Ethiopian Airlines* (pour un montant total de 130,5 MUSD)
- Projet de cimenterie de Derba-Midroc (34,9 MUSD)

Deux projets ont été approuvés en conseil d'administration mais leur mise en œuvre n'a pas débuté :

- Soutien au développement de l'ensemble de la chaîne de services de traitement et d'assainissement de l'eau à Arba Minch et aux campagnes de sensibilisation (1 553,5 MUSD de la Facilité Africaine de l'eau) ;
- Projet de transport d'électricité Mekele-Dallol et Semera-Afdera (74,5 MUSD).

Plusieurs projets de prêts figurent dans la réserve (financements indicatifs) :

► Concernant le premier pilier, sur les infrastructures :

- Projet intégré de transport, Phase II (206,1 MUSD du FAD) ;
- Station de traitement des eaux usées d'Addis-Abeba et d'East Akaki (82,4 MUSD de la BAD) ;
- Programme intégré d'alimentation en eau et d'assainissement de 10 villes (82,4 MUSD de la BAD) ;
- Extension du Programme national unifié d'EAH (68,7 MUSD du FAD) ;
- Projet d'amélioration du réseau de distribution et de transport d'Addis-Abeba (109,9 MUSD de la BAD) ;
- Projet de transport d'électricité Jimma-Atango (Électrification rurale III) (12,4 MUSD du FAD) ;

**Les projets
à venir**

- Projet d'interconnexion des réseaux électriques de l'Éthiopie et du Soudan du Sud (33 MUSD du FAD).

► Concernant le second pilier, sur la promotion de la bonne gouvernance économique :

- Programme de transformation des services de base, Phase II (206,1 MUSD du FAD) ;
- ISP – Renforcement des capacités des institutions de gouvernance (68,7 MUSD du FAD) ;
- Opération à l'appui de programmes sur la gouvernance économique (68, 7 MUSD du FAD) ;
- Ligne de crédit aux PME (DBE et CBE) (206,1 MUSD de la BAD) ;
- Création de parcs agro-industriels intégrés (171 MUSD de la BAD) ;
- Projet de développement de l'infrastructure de commercialisation des produits agricoles (103 MUSD de la BAD).

Les fonds fiduciaires gérés par la BAD financeront par ailleurs diverses études :

- Étude d'évaluation des ressources en eau souterraines (2,5 MUSD) ;
- Étude du potentiel de PPP pour les projets d'alimentation en eau et d'assainissement (2 MUSD) ;
- Profil du secteur privé (0,1 MUSD).

Groupe de la Banque africaine de développement Get-House Building, 7e et 8e étages
Kirkos Sub-City, Kebele 20/21, House N° 056

Addis Abeba, Éthiopie

P.O. Box 25543 - 1000

Tél : (+251) 115 546 336

M. Abdul Kamara, Représentant résident

Contacts

Dernière mise à jour : 16 novembre 2017

DG Trésor –